

créer des relations plus étroites avec nous. Je dis que le dernier mouvement en faveur de la réciprocité est parti de chez eux et si un autre mouvement dans ce sens doit se faire, M. McCool a raison de supposer qu'il doit venir du Canada. Etant donné la situation à Washington, aujourd'hui, nous pourrions bien faire preuve que nous désirons reprendre les négociations et confirmer l'entente qu'il ne nous a pas plu d'accepter il y a quelques années.

On va me dire ici : mais, pourquoi ferions-nous des démarches ? Je suis certain que si nous n'agissons pas—si nous laissons simplement des articles agressifs paraître dans les journaux, si des ministres mécontents prétendent ne pas vouloir ramasser ce qui est à leurs pieds—il se produira de l'inimitié entre les Etats-Unis et le Canada et, jamais, à aucune époque, mettant de côté toute question de relations commerciales, il ne fut autant à désirer que le Canada et les Etats-Unis se trouvent en relations amicales. Récemment, plus d'un orateur public a déclaré que le Canada devrait être l'interprète des bonnes relations entre la mère patrie et la grande république américaine. C'est une idée pleine de sens et quel meilleur commencement pourrions-nous trouver que l'amélioration de nos relations commerciales ? Si nous posons une barrière de fil de fer sous la forme d'un tarif douanier qui séparera les deux peuples, soyez convaincus que les relations amicales ne pourront pas continuer ; un tel état de choses ne peut produire que des mécontentements. Donc, dans l'intérêt du Canada, dans celui des Etats-Unis, dans l'intérêt de l'empire, et dans l'intérêt du monde qui est aussi celui de l'empire britannique et des Etats-Unis, nous devrions prendre l'initiative de tout mouvement susceptible de cultiver des relations amicales avec nos voisins du sud.

Je ne désire pas retenir la Chambre trop longtemps sur cette question, monsieur l'Orateur, et je crois que les points que j'ai discutés la couvriront suffisamment. Nous ferions bien d'approcher de nouveau nos amis américains. J'ai déjà dit que la politique historique des républicains a été celle d'un tarif élevé tandis que le parti démocrate tendait vers l'abaissement du tarif, — plus bas en tous les cas que le tarif ordinairement accepté par les républicains. Une des circonstances heureuses qui ont accompagné l'entente de réciprocité, c'est qu'on a effectué un compromis : le gouvernement républicain, d'ordinaire favorable au tarif élevé, a préparé l'entente de réciprocité et le parti démocrate l'a trouvé tel-

lement en harmonie avec les principes reconnus du parti qu'il l'a, en grande partie, appuyée. Conséquemment, cette question a été la source d'un compromis entre les républicains et les démocrates. Bien que le parti républicain d'aujourd'hui favorise un tarif élevé et bien que tout ce qui se passe à Washington nous laisse prévoir qu'on fait des efforts pour ramener l'ancien tarif élevé de jadis, nous n'ignorons pas le fait qu'un élément considérable aux Etats-Unis, élément qui comprend même des républicains, voit ce mouvement avec inquiétude et serait heureux, je crois, de trouver une base sur laquelle il serait possible de conclure un arrangement. Je sais qu'il existe chez les citoyens en vue des Etats-Unis une tendance à regarder le Canada différemment du monde européen. La politique des Etats-Unis est protectionniste quand le parti républicain est au pouvoir, mais cette protection s'exerce surtout contre l'Europe. Je sais que des membres influents du parti républicain ont été jadis prêts à déclarer qu'ils accorderaient un traitement exceptionnel au Canada, leur voisin immédiat. Si nous agissons dans la bonne direction on trouvera, non seulement dans le parti démocrate, mais aussi dans le parti républicain des hommes d'influence qui diront : Bien que nous soyons prêts à traiter avec les autres pays selon l'esprit des lois proposées, nous reconnaissons qu'à cause de son voisinage et pour d'autres raisons, notre politique devrait être plus généreuse vis-à-vis du Canada".

Conséquemment, et sans parler plus longuement, je propose, appuyé par l'honorable Mackenzie King :

Que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés, et remplacés par les suivants :

"La Chambre est d'avis que le Gouvernement devrait présenter une mesure pour approuver, ratifier et confirmer un traité de réciprocité commerciale entre les Etats-Unis et le Canada, signé à Washington, le 21 janvier 1911, par l'honorable P. C. Knox, au nom des Etats-Unis, et par l'honorable W. S. Fielding et feu l'honorable William Paterson au nom du Canada, lequel traité est encore dans les statuts des Etats-Unis."

L'hon sir HENRY DRAYTON (ministre des Finances) : C'est un plaisir pour moi, monsieur l'Orateur, de prendre la parole à cette occasion, bien que le plaisir soit un peu inattendu ; je n'ai pas pu consacrer au sujet l'attention qu'il conviendrait d'y donner lorsqu'il s'agit de répondre à l'honorable député de Queen-et-Shelburne (M. Fielding). Je ne pourrai pas donner à la Chambre une longue liste des articles qui sont particulièrement affectés ; je devrai